

## Tendances conjoncturelles

4<sup>e</sup> trimestre 2016

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

#### Les difficultés des entreprises se confirment, mais la consommation des ménages demeure solide

Dans le sillage d'un accroissement des prix des produits énergétiques, l'indice des prix à la consommation confirme les hausses enregistrées aux trimestres précédents, marquant de fait le retour de l'inflation.

L'effet de la hausse des prix est toutefois bien absorbé par les ménages, dont la consommation fait preuve de dynamisme. En outre, cette dernière profite toujours de l'orientation favorable du marché du travail.

La bonne santé des ménages bénéficie au commerce extérieur, puisque hors hydrocarbures, les importations s'inscrivent en hausse.

À l'inverse, le nouveau recul des crédits d'investissement aux entreprises met en lumière les difficultés de ces dernières à investir.

Au niveau sectoriel, l'activité halieutique est en retrait, desservie notamment par les mauvaises conditions météorologiques qui ont écourté la campagne de pêche en fin d'année. La fréquentation touristique enregistre quant à elle des résultats en demi-teinte.

#### EMBELLIE DE FIN D'ANNÉE POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Le **produit intérieur brut (PIB)** canadien s'accroît pour le deuxième trimestre consécutif (+0,6 % au 31 décembre 2016, après une hausse de 0,9 % au trimestre précédent). L'augmentation des dépenses de consommation finale des ménages (+0,6 %) est le principal facteur de cette croissance, et plus particulièrement les dépenses en biens durables (+2,0 %). La baisse des importations (-3,5 %) ainsi que la hausse des exportations (+0,3 %) ont également contribué positivement à cette évolution. Exprimé en taux trimestriel annualisé, le PIB enregistre une hausse de 2,6 %.

Sur l'année, le PIB canadien affiche une croissance de 1,4 %, principalement tirée par la hausse des dépenses de consommation des ménages (+2,2 %).

L'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente de 1,5 % en décembre sur un an, en raison de la hausse de sept des huit composantes de l'indice. Les prix du logement (+2,1 %) et des transports (+3,0 %) sont les principaux déterminants de cette évolution, tandis que les prix des produits alimentaires s'inscrivent en baisse (-1,3 %). Au niveau régional, l'ensemble des provinces atlantiques enregistre une progression des prix à la consommation, cette dernière s'avérant toutefois plus marquée à Terre-Neuve-et-Labrador (+4,1 %) qu'au Québec (+0,6 %).

Le **taux de chômage**<sup>1</sup> canadien s'établit à 6,9 % au mois de décembre, un taux légèrement inférieur à celui observé l'année précédente à la même période (7,1 %). La province de Terre-Neuve-et-Labrador affiche le taux le plus élevé des provinces atlantiques (14,9 %) alors que le taux de chômage au Québec (6,6 %) est inférieur à la moyenne nationale. Par ailleurs, si l'emploi a progressé de 1,2 % au cours des douze derniers mois, des disparités sont observables entre les provinces atlantiques. Ainsi l'emploi s'inscrit en hausse au Québec (+2,2 %), mais diminue dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador (-2,4 %).

<sup>1</sup> Les données relatives au marché de l'emploi canadien sont désaisonnalisées par Statistique Canada

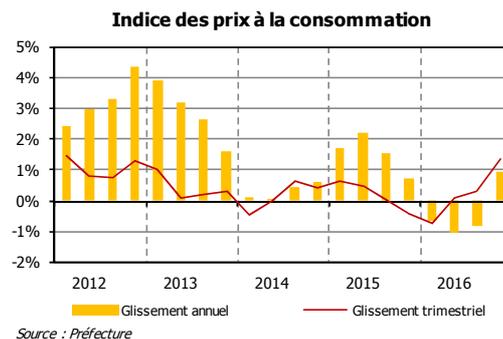
Source : Statistique Canada

## Reprise de l'inflation

Pour le troisième trimestre consécutif, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse (+1,4 % après +0,1 % et +0,3 % aux deuxième et troisième trimestres), marquant ainsi une reprise de l'inflation.

L'ensemble des composantes de l'indice est en augmentation. Les prix des produits énergétiques (+9,1 %) et des produits manufacturés (+2,7 %) sont les principaux facteurs de cette croissance trimestrielle.

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation enregistre également une progression (+1,0 %), après trois trimestres successifs de baisse. Cette évolution est principalement attribuable à l'accroissement des prix des produits alimentaires (+1,8 %) et des services (+1,6 %). À l'inverse, les prix des produits énergétiques s'inscrivent en baisse sur un an (-4,4 %).



## Le marché de l'emploi demeure très bien orienté

En décembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'établit à 160 personnes, contre 218 personnes à la même période en 2015 (-26,6 %). Par ailleurs, le nombre de DEFM toutes catégories confondues s'élève à 362 personnes, soit une diminution de 9,0 % sur un an.

L'indicateur de chômage<sup>1</sup> de l'archipel s'établit à 5,1 %, en baisse de 1,8 point au cours des douze derniers mois.

## La consommation des ménages affiche son dynamisme

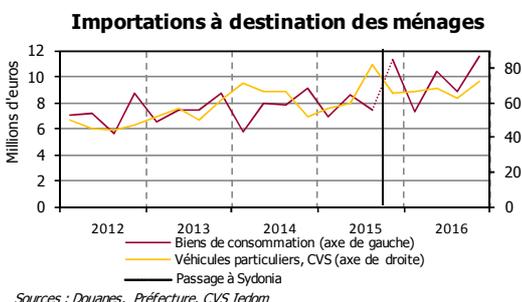
Dans le sillage des importations, la consommation des ménages demeure favorablement orientée au quatrième trimestre.

Ainsi, les importations à destination des ménages progressent sur un an (+3,2 %), pour s'établir à 11,6 millions d'euros. Cette évolution est attribuable à l'accroissement des importations de biens durables (+23,8 %). À l'inverse, les importations de produits alimentaires reculent sur l'année (-2,7 %).

Après un trimestre de repli (-11,3 %, CVS), les ventes de véhicules aux particuliers repartent nettement à la hausse (+15,2 %, CVS), atteignant même leur point le plus haut à cette période depuis 2011. De la même manière, les ventes s'accroissent sur l'année (+10,1 %, CVS).

Même si en glissement annuel l'évolution demeure négative (-2,9 %), les crédits à la consommation poursuivent le rebond entamé au trimestre précédent (+2,0 % en glissement trimestriel après +0,5 %).

Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages montrent des signes d'amélioration. En effet, les incidents de paiement par chèque sont en baisse (-26) sur le trimestre, tout comme les retraits de cartes bancaires (-4). Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire demeure stable (+1).

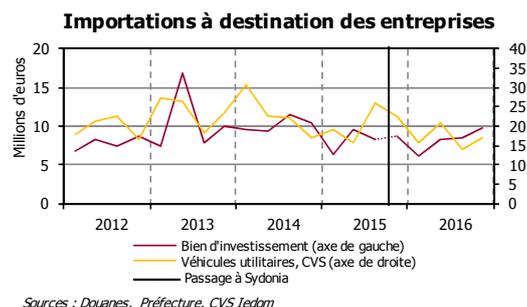


## L'investissement des entreprises manque de souffle

En dépit d'une progression des importations, les difficultés des entreprises à investir s'accroissent.

Les importations à destination des entreprises sont en hausse au cours des douze derniers mois (+12,4 %), pour s'établir à 9,9 millions d'euros. Cette évolution est essentiellement attribuable à l'augmentation des importations de biens intermédiaires (+27,3 %). Les biens d'équipement affichent quant à eux une hausse plus contenue (+0,8 %).

De la même manière, les ventes de véhicules utilitaires sont en hausse sur le trimestre (+22,3 %, CVS), après un net ralentissement au trimestre précédent (-34,0 %, CVS). En revanche, pour le deuxième trimestre consécutif, les ventes affichent un fort repli sur douze mois (-24,4 %, après -46,8 % au 30 septembre 2016, CVS)<sup>2</sup>.



<sup>1</sup> L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A/population active au dernier recensement (2013) ».

Les crédits d'investissement affichent un nouveau repli ce trimestre (-7,1 % après -1,4 % précédemment) et s'inscrivent désormais en baisse sur un an (-5,8 %). Leur rythme de croissance a nettement ralenti entre les mois de septembre 2015 (+22,8 %) et 2016 (+0,3 %).

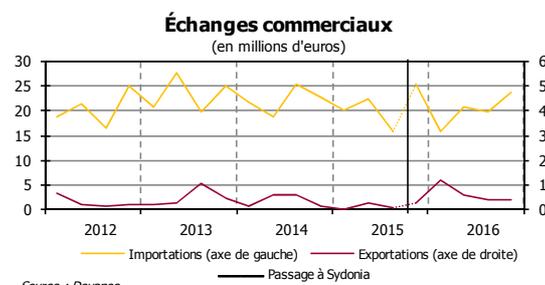
Enfin, le taux de créances douteuses nettes des crédits aux entreprises enregistre une hausse sur le trimestre (+1,1 point), pour s'établir à 1,7 %.

## Hors hydrocarbures, orientation favorable des échanges commerciaux

Au quatrième trimestre 2016, les importations de l'archipel s'élèvent à 23,7 millions d'euros, en baisse de 6,7 % en glissement annuel. Cette évolution est essentiellement attribuable aux hydrocarbures, dont les importations ont été divisées par plus de deux relativement aux volumes importants importés l'année précédente.

Hors combustibles, les importations sont en augmentation (+7,2 %). Cette hausse est liée aussi bien à la progression des importations de biens d'investissement (+12,4 %) qu'à celle des biens de consommation (+3,2 %).

Les exportations sont en hausse sur l'année (+27,9 %) et s'établissent à 0,4 million d'euros au quatrième trimestre. Ces dernières sont composées pour moitié de produits de la mer.



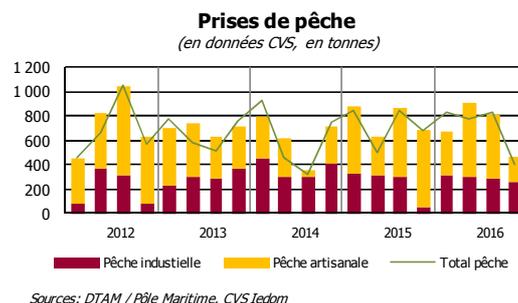
## LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### L'activité halieutique marque le pas

L'activité de la pêche s'inscrit en nette baisse sur le trimestre (-34,4 %, CVS). Cette évolution témoigne du très fort repli de la pêche artisanale (-61,3 %, CVS) et, dans une moindre mesure, de la pêche industrielle (-8,5 %, CVS). Cette évolution est notamment attribuable aux mauvaises conditions météorologiques qui ont écourté la campagne de pêche en fin d'année.

Le secteur totalise 402 tonnes de prises sur le trimestre, essentiellement composées de morues (226 tonnes) et de concombres de mer (110 tonnes).

Au cours des douze derniers mois, le total des prises diminue également (-18,6 %, CVS), en lien avec le retrait très marqué de la pêche artisanale (-67,5 %, CVS). En revanche, cette dernière baisse a été en partie compensée par la pêche industrielle, qui avait connu de mauvais résultats lors de la campagne 2015, et dont les prises ont quadruplé cette année.



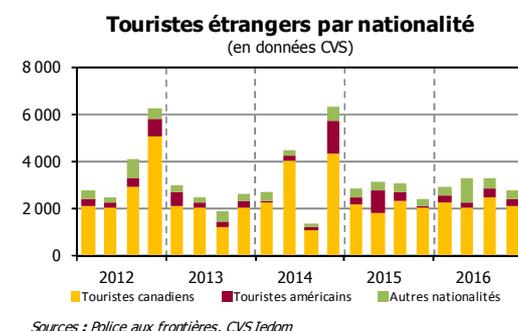
### Une fin d'année en demi-teinte pour le tourisme

Le trafic total sur l'archipel diminue par rapport au trimestre précédent (-8,9 %, CVS), conséquence de la baisse combinée du nombre de passagers par voie maritime et par voie aérienne (respectivement -16,4 % et -1,6 %, CVS).

À l'inverse, le trafic total s'inscrit en hausse sur un an (+6,2 %, CVS). Cette évolution est attribuable à la progression du nombre de passagers par voie maritime (+15,6 %, CVS). Cependant, le trafic aérien se contracte au cours des douze derniers mois (-0,7 %, CVS).

Le nombre de touristes étrangers affiche un net repli sur le trimestre (-24,0 %, CVS). En effet, la fréquentation touristique diminue, toutes nationalités confondues : canadienne (-16,4 %, CVS), américaine (-2,9 %, CVS) et autres nationalités (-14,4 %, CVS).

Sur les douze derniers mois, la fréquentation touristique s'est accrue (+7,2 %, CVS), en raison notamment de la progression du nombre de touristes canadiens (+3,1 %, CVS) et du fort accroissement des touristes américains (multiplié par 7, CVS). Dans une moindre mesure, le nombre de touristes d'autres nationalités enregistre également une hausse (+7,1 %, CVS).



<sup>2</sup> Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

## DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES TEINTÉES D'INCERTITUDES

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accroître en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, l'incertitude quant à l'orientation de la politique économique américaine entoure ces projections.

Aux États-Unis, l'activité a ralenti au quatrième trimestre 2016 : elle s'établit à +1,9 % en glissement trimestriel annualisé (après +3,5 % au trimestre précédent) en raison d'une moindre hausse des dépenses de consommation et d'une dégradation de la balance commerciale. Sur l'année, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 1,6 %, après 2,6 %. Le FMI table sur une croissance de +2,3 % en 2017 puis +2,5 % en 2018. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé en décembre 2016 ses taux directeurs d'un quart de point, à 0,75 %.

Le PIB de la zone euro a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre de 2016 (après +0,4 %), selon Eurostat. Le chômage de la zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation en glissement annuel a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 %) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015). Les dépenses de consommation des ménages accélèrent (+0,6 % après +0,1 %) tandis que les exportations sont un peu plus vigoureuses (+1,1 % après +0,5 %) et que les importations ralentissent (+0,8 % après +2,5 %).

Le Japon a connu un quatrième trimestre consécutif de croissance (+1,0 % en glissement annuel), grâce au rebond des exportations provoqué par la chute du yen, qui a favorisé l'investissement des entreprises. Sur l'année, la croissance s'élève à +0,9 % (après +1,2 % en 2015).

Les pays émergents et en développement ont connu une croissance de +4,1 % en 2016 selon le FMI, dont les prévisions ont été légèrement revues à la baisse (+4,5 % en 2017 puis +4,8 % en 2018), compte tenu de la vulnérabilité de ces pays face au resserrement des conditions financières mondiales. Les perspectives de croissance à court terme ont été révisées à la hausse pour la Chine (+6,5 % en 2017) suite au repositionnement de son modèle économique au profit de la consommation privée.

Sources : FMI, INSEE, Eurostat – données arrêtées à la date du 14 février 2017

## AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Les douanes et le Pôle emploi de Saint-Pierre-et-Miquelon ont récemment modifié leur champ d'études, ce qui nécessite des changements dans le traitement statistique réalisé par l'IEDOM.

### ▪ Traitement statistique des données douanières

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, les services douaniers de Saint-Pierre-et-Miquelon ont opéré un changement dans le processus des déclarations douanières, par la mise en service du portail internet Sydonia. La collecte d'informations sur le commerce extérieur s'est améliorée, grâce notamment à une meilleure prise en compte des exportations.

Le changement dans la nature des données, même d'ampleur limitée, implique néanmoins une modification dans le traitement statistique des données et ne permet plus actuellement de les corriger des variations saisonnières. Les analyses se concentreront sur les évolutions annuelles pour neutraliser les effets de la saisonnalité.

Par ailleurs, à l'occasion du changement de nomenclature douanière, de nouvelles catégories de biens ont été identifiées, offrant ainsi une analyse plus détaillée de l'économie de l'archipel : **les biens à destination des ménages** (biens alimentaires, non alimentaires et de consommation durable) et **les biens à destination des entreprises** (biens de production et biens intermédiaires).

### ▪ Traitement statistique des données du marché de l'emploi

Depuis la fin d'année 2015, l'agence Pôle emploi de l'archipel analyse le marché du travail sous l'angle principal des DEFM de catégorie A (sans-emploi), afin de s'aligner sur le traitement statistique réalisé en métropole. Par conséquent, seule cette catégorie sera désormais retenue dans le calcul de l'indicateur du chômage.

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : H. MARION – Responsable de la rédaction : A. PÈRE

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 28 mars 2017 – Dépôt légal : mars 2017 – ISSN 1952-9619